

L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1060 du vendredi 13 avril 2018

SÉNATORIALES 2018/ADAMAOUA

Le deal

Rdpc/Undp dévoilé

P. 6



Le sultan de Kousseri est mort

Lire le portrait du chef traditionnel disparu hier à N'Djamena.

P. 2



Fotokol

50 kg de tramol saisis par la douane

P. 2

Ngaoundéré 2ème

820 millions de Fcfa de budget communal

P. 3



Politique

Crise au MRC à l'Extrême-Nord

P. 6

Ouro-Dolé Kamsouloum

02 blessés dans une incursion de Boko Haram

P. 2

OURO-DOLÉ KAMSOULOU. Les assaillants sont parvenus à franchir la tranchée de l'armée.

02 blessés dans une incursion de Boko Haram

Par David Martin

La localité de Ouro-Dolé Kamsouloum dans le canton d'Amchidé a été assiégée par des terroristes de Boko Haram le 12 avril 2018. Ces terroristes armés ont fait irruption dans le village aux premières heures de la journée. « Ils sont arrivés aux environs de 2h30 du matin, et la population s'est immédiatement mise à sonner l'alerte par des cris stridents. Ils se sont mis à tirer, semant la panique dans la population qui ne savait plus à quel saint se vouer. Puis, il y a eu des coups de feu », renseigne Modou Gana, membre du comité de vigilance d'Amchidé.

Trois concessions ont été principalement ciblées par les assaillants, dont celle d'Alhadji Bana. « Avant de pénétrer dans la concession, ils ont crié Allahou Akoubar ! Allahou Akoubar plusieurs fois. Son voisin, Baba Kadiri, n'a certainement pas com-



Les blessés par Boko haram..

pris que c'était eux. Il est sorti de sa maison pour secourir son voisin et c'est comme ça qu'il a été touché par une balle au niveau de l'épaule gauche. Il a été conduit au camp du BIR d'Amchidé où il a reçu les premiers soins avant

d'être évacué à Mora au lever du jour», explique Lawan Maïna, chef dudit village.

Les terroristes ont emporté deux motos, un vélo et plusieurs ustensiles de cuisine. « Ils ont fouillé mon époux dans tous les

coins de la maison. Comme ils ne l'ont pas trouvé, ils s'en sont pris à moi. Ils m'ont rué de coups afin que je leur dise où se cachait mon mari, or moi-même j'ignorais comment il s'est extrait de la maison. Après plusieurs coups de fouet, ils m'ont laissé et se sont rués sur les ustensiles de cuisine », raconte Tougoucha, épouse d'Alhadji Maïna.

D'autres maisons ont également été fouillées et des biens matériels emportés. « C'est la deuxième attaque du genre qu'ils mènent contre cette bourgade en deux jours. Deux jours plus tôt, ils avaient essayé d'entrer dans le village, mais nous les avons repoussés. Ils sont revenus cette fois-ci plus nombreux. Cette attaque nous interpelle à redoubler de vigilance si nous ne voulons pas être désagréablement surpris », signale pour sa part Amadou Jérémie, président du comité de vigilance d'Amchidé. ■

FOTOKOL.

Les douaniers saisis- sent 50 kg de tramol

Par Y.S.

Ali Moumin, Dieudonné Yanné et Abdoulaye Issa, trois douaniers en poste à Fotokol ont eu le flair hier matin. Alors qu'ils étaient en faction à l'entrée de Gambarou, à la lisière du Nigeria, un colis transporté par une moto leur a paru suspect. Ils prennent alors en chasse le motocycliste qui a refusé de s'arrêter au poste de contrôle douanier.

Pourchassé, le conducteur de la moto en provenance de Gambarou au Nigeria jette son colis par terre avant de s'évanouir dans la nature. Le colis fouillé permettra de découvrir qu'il contenait 1000 plaquettes de tramol, un produit pharmaceutique utilisé dans le traitement des douleurs aiguës ou prolongées, d'intensité moyenne à forte et/ou en cas d'effet insuffisant des analgésiques de type nonopioïde ; mais aujourd'hui, devenu une denrée très prisée d'une catégorie de la jeunesse, qui l'utilise malheureusement à d'autres fins. En effet, aussi en milieu rural qu'urbain, la consommation de ce produit a pris une tournure inquiétante chez les jeunes qui en font tout simplement leur stimulant préféré. C'est la troisième prise du genre en moins d'un mois à Fotokol. ■

NÉCROLOGIE. Abba Moussa Mahamat est décédé hier à Ndjamen.

Le sultan de Kousseri n'est plus

Par Francky Bertrand Béné

Hier matin dans une clinique de Ndjamen au Tchad, Abba Moussa Mahamat a rendu l'âme. Un décès qui vient un terme au règne du 43ème sultan de Kousseri qui avait succédé le 28 septembre 2012 à Mahamat Moussa, son père mort à 85 ans, un 16 septembre 2012. Né vers 1954 à Fort-Foureaux, le Kousseri actuel, Abba Moussa Mahamat était avant son accession au trône le chef de 2ème degré de Guebala. Une position que lui avait donné son père pour le préparer à prendre les affaires en main. Lequel père l'avait formellement désigné comme son successeur auprès de ses notables.

Et c'est par la voix d'Ernest Ewang Budu préfet du Logone et Chari de l'époque et dépositaire

légal du testament du sultan passé ad patres, que les populations de Kousseri avaient appris le nom du sultan qui s'est définitivement tu hier à Ndjamen. L'autorité administrative avait au préalable pris le soin de lire devant les notables de la cour du sultanat de Kousseri et aux autres sultans Kotoko de la région dont certains venus du Tchad, les dernières volontés de Mahamat Moussa.

Marié et père de 15 enfants Abba Moussa Mahamat devenait ainsi le 43ème sultan de Kousseri. Pendant six ans, ce chevalier du mérite camerounais réputé intègre a dirigé le sultanat de Kousseri sans coup férir et dans la plus grande impartialité. Telle était la volonté de son père qui l'avait à son insu futur sultan de Kousseri. « Je suis content du fait que les princes ont respecté la volonté de



leur feu père, ils auront sa bénédiction. Leur père était un homme mûr et il sait pourquoi il a désigné son deuxième fils comme sultan et non le premier. Moi en tant que sultan je ne suis pas surpris de la

désignation d'Abba Moussa comme sultan car le pouvoir c'est Dieu qui le donne », expliquait à L'œil du Sahel, un sultan venu assister à son intronisation il y a six ans. ■

DOUALA. L'événement a eu lieu du 2 au 8 avril dernier.

Le premier festival africain des arts martiaux tient ses promesses

Par Alkali

Du 2 au 8 avril dernier, l'Association internationale Shaolin Black and White a organisé le 1er Festival africain des arts martiaux au Cameroun. Placé sous le signe de la paix et du développement durable, l'événement a vu la participation des plus grandes stars du cinéma hollywoodien et des centaines d'autres participants.

La première édition du festival africain des arts martiaux au Cameroun a connu avec un forum des investisseurs à la clé, la participation des acteurs de cinéma tels que Gérard Depardieu, Jackie Chan. 50 pays représentés, 500 artistes sportifs, de nombreux invités internationaux, et des experts mondiaux des arts

martiaux étaient également de la fête qui a eu lieu au palais des sports de Yaoundé. Par ailleurs, toujours dans le cadre de cet événement, s'est tenu à Douala un forum des investisseurs en partenariat avec la Chambre de commerce du Cameroun et la Chambre de commerce de Chine-Afrique. Pour ce second pan du festival des arts martiaux au Cameroun, plusieurs thèmes d'échange ont été soumis aux investisseurs venus nombreux, à savoir « Les opportunités d'investissement au Cameroun pour les entreprises chinoises, par l'Agence de promotion des investissements ; la réglementation douanière pour l'import-export de marchandises au Cameroun par le Conseil national des chargeurs du Cameroun ; le pro-

gramme d'évaluation de la conformité avant Embarquement ; des marchandises importées au Cameroun, par l'Agence Intertek ; Investir au Cameroun : opportunités et atouts du Partenariat Public-Privé, par le Cadre d'appui à la réalisation des partenariats public-privé (CARPA) ». Ce forum s'est achevé par une rencontre B2B.

Maître Dominique Saatenang, président de l'association internationale Shaolin Black and White et ambassadeur du temple de Shaolin est formel. « Le 1er festival africain des arts martiaux accueillera des acteurs économiques chinois et européens de premier rang. Il sera un puissant catalyseur d'énergies et de développement pour un pays aux innombrables ressources. En

associant la jeunesse et le monde de l'économie, le festival s'inscrit dans la voie d'un développement durable et harmonieux, que le Cameroun incarne avec talent », a-t-il expliqué

Rappelons qu'en 2011, dix jeunes Africains ont été admis gracieusement au temple de Shaolin pour y apprendre la médecine traditionnelle chinoise, les arts martiaux, la culture et la langue chinoise, grâce à une bourse généreusement octroyée par le chef Spirituel Shi YongXin. Un projet unique en son genre initié par Maître Dominique Saatenang. Shaolin Black and White a offert aux dix boursiers la possibilité d'intégrer ses shows aux côtés de la troupe, une fois leur formation à Shaolin achevée. ■

MINDIF.

02 personnes tuées par des brigands

Par Jean Areguema

Des individus armés ont fait irruption dans le village Bembel situé à 7 km de la ville de Mindif dans la nuit du 09 au 10 avril 2018. Ils ont pris pour cible la famille de Doubla Philippe.

Selon le sous-préfet de l'arrondissement de Mindif, Patrick Nnanga Nnanga, le groupe d'assaillants constitué de 7 personnes est arrivé à bord de deux motocyclettes. Les malfrats ont exigé au père de famille, par ailleurs 3e adjoint au maire de Mindif, la somme de 4 millions de Fcfa. « Ils sont venus lui demander de l'argent parce qu'il avait vendu des oignons et ont pensé qu'il gardait chez lui le fruit de la vente », explique le sous-préfet.

N'ayant pas obtenu satisfaction, les assaillants ont abattu un des enfants de Doubla Philippe, le nommé Hassana Benjamin, âgé de 18 ans. Ce dernier était élève en classe de 1re au lycée de Mindif. Son petit frère, Doubla Oumarou, âgé de 13 ans, blessé par balle et a succombé le lendemain des suites de ses blessures à l'hôpital régional de Maroua.

Quant à Doubla Philippe et son épouse, ils ont été passés à tabac par les brigands. Evacués à l'hôpital régional de Maroua. Le lendemain 11 avril, ils sont sortis de l'hôpital. Les assaillants avant de repartir ont également dépouillé Oumarou Philippe et son épouse, leur arrachant au passage la somme de 200 000 Fcfa et 15 000 Fcfa.

Selon une source locale, la famille de Doubla Philippe n'a pas été ciblée au hasard. Ce chef de famille est l'un des plus grands cultivateurs de son village, Bembel. ■

NGAOUNDÉRIÉ 2E. Le préfet de la Vina prescrit un recouvrement maximal des taxes.

820 millions Fcfa de budget pour la commune en 2018

Par Bertrand Ayissi

Pour cette année 2018, la construction du pont Calmet Socatol à 56 millions de Fcfa et celui sur le Mayo Mabanga à 40 millions de Fcfa, sont les priorités de la commune de Ngaoundéré 2e. Tout comme les 10 km de route seront réhabilités dans l'arrondissement. 10 salles de classe sont en cours de construction et 12 seront inaugurées ce 16 avril pour la rentrée du 3e trimestre de l'année scolaire 2017-2018. «Après l'école de Massola et de Mbaoure à Ngaoundéré 2, il n'existera plus d'école en sekko (en paille)», a annoncé le maire Idrissou Abana. Un optimisme qui s'écrit déjà par l'augmentation du budget de l'année en cours, soit 820 204 572 Fcfa. C'est que, avec un budget de 564 385 220 Fcfa, la commune a pu achever la construction du hangar de Dalingo, celui de Mbalang Djalingo, le pont de Boum, le 3e pont de Joli Soir ; non sans encadrer et former par la Giz, respectivement 200 jeunes pendant les vacances et 305 jeunes à travers le Parse. 479 661 041 Fcfa de recettes ont été également recouvrés, soit un taux d'exécution de 58%. Les opérations de recouvrement sur le terrain ont été efficaces en 2017. «Les percepteurs d'impôts se sont acquittés de leur charge, parfois à charge pour eux des injures et des menaces de mort. Comme points obscurs au bon déroulement des opérations de recouvrement des recettes, la commune de Ngaoundéré 2e a buté au reclassement en grand nombre de contribuables de l'impôt libérateur au profit de la patente, créant un manque à gagner considérable pour la commune. Un déficit de communication entre le fisc et la brigade de recouvrement de la commune a été observé au moment de lever les scellés. En plus, certains contribuables confondent les



Ngaoundere 2e dans la mouvance du recouvrement maximal des taxes.

caisses et versent leurs paiements dans d'autres, un coup dur à la trésorerie de la commune. Au total, 479 661 041 Fcfa et exécuté la dépense de 422 561 422 Fcfa pour un solde positif de 57 099 619 Fcfa qui sera reversé dans le budget de 2018 dans la rubrique recette investissement», a précisé le receveur municipal.

Mais Luc Ndongo, préfet de la Vina, a donné la mention «peut mieux faire» à la commune de Ngaoundéré 2e, le 11 avril dernier, lors de la session ordinaire du conseil municipal. «Le taux de recouvrement des recettes de la commune de Ngaoundéré 2e est de 58%. S'il est honorable, il n'est pas au-dessus de la perfection ; on peut mieux faire. Il nous est revenu qu'il y a un excédent de recettes qui s'élève à 57 millions en 2017. Je ne comprends ; je l'ai toujours dit, la commune est le centre par excellence du développement local. Je ne suis pas content chaque fois que je vois des excédents de recettes dans les communes. Car l'argent est censé être là pour être investi. Ce n'est donc pas une performance que d'avoir un excédent de recettes. Nous trouvons donc que cet excédent est trop élevé. La

commune est censée investir dans les projets sociaux ou des microprojets générateurs de revenus. Nous avons même entendu qu'il y a des crédits annulés faute d'emploi. Je ne pense pas que ce soit un signe de performance», a clamé l'autorité administrative. Le maire de préciser, au sujet de la remarque du préfet concernant l'excédent de 57 millions Fcfa, que c'est une somme logée dans un compte, octroyée par le Pndp pour le financement de projets.

PRÈS DE 2 MILLIARDS FCFA DE PROJETS MATURÉS

Six microprojets maturés seront financés par le Feicom en 2018, à hauteur de 160 millions ; le Pndp, lui, va financer un ensemble de projets à hauteur de 366 956 306 Fcfa, notamment la construction de salles de classe, forages, cases communautaires, etc. Ces projets maturés sont la face visible d'une banque dont l'estimation est de 1,6 milliard Fcfa. «Le financement va suivre pour cette banque de projets maturés qui s'élève à 1,6 milliard de Fcfa ; ce qui va permettre à la commune d'entamer une marche vers son essor. Il

y a lieu de tirer un coup de chapeau au maire et aux conseillers municipaux pour les nombreux projets socioéconomiques déjà réalisés en 2017», a apprécié le préfet de la Vina. Et les partenaires au développement se positionnent déjà pour le financement. «Le Feicom a financé votre commune pour l'acquisition d'un pick-up. Donc, monsieur le maire, vous aurez bientôt votre pick-up. Nous annonçons aussi la construction d'un centre de santé dans votre arrondissement. Le Feicom a en outre, donné son accord pour la construction de quatre salles de classe», a déclaré le représentant du Feicom au conseil du 11 avril dernier.

Tout aussi appréciée à sa juste valeur, l'option de la commune de Ngaoundéré 2e a poussé le Pndp à lui ouvrir ses portes. «Le Cameroun entier migre vers

le processus de maturation des projets afin d'accéder au financement. Le Pndp est donc dans cette mouvance et nous nous réjouissons de ce qu'à la commune de Ngaoundéré 2e, on prend de l'avance pour mûrir les projets afin de les soumettre au financement. Pour 2018, nous avons signé une convention pour le financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bloc de deux salles de classe avec un bloc administratif, en plus d'un forage et un bloc latrine. Avec des projets maturés, nous attendons un autre financement cette année, qui va concerner toutes les communes de l'Adamaoua. Mais avec cette dynamique de pouvoir mûrir à temps les projets, dès que les ressources sont disponibles, nous allons procéder directement à la signature des conventions», a indiqué le représentant du Pndp. ■

RÉACTIONS

Idrissou Abana, maire de Ngaoundéré 2e.
«Nous comptons maximiser le recouvrement des taxes»

Nous avons adopté le compte administratif du maire et le compte de gestion du receveur municipal de Ngaoundéré 2e. Pour notre feuille de route, beaucoup de choses restent à faire dans notre commune. Nous allons continuer les actions engagées par le passé, notamment la construction des salles de classe, un centre de santé, une dizaine de forage dans notre arrondissement et 15 logements sociaux dans le cadre du partenariat avec l'Union européenne. Le compte administratif a un montant de 479 millions en 2017, nous allons entretenir 10 km de route, recruter 200 jeunes pour les stages et distribuer de l'aide alimentaire. Nous allons également former 305 jeunes dans le cadre du projet Parse, GIZ. Nous comptons en outre, maximiser nos taxes et avons même com-



mencé. Nous avons une convention de partenariat avec Cadcom qui est déjà sur le terrain pour encaisser les recettes pour le compte de la commune de Ngaoundéré 2e. Ils ont commencé depuis plus d'un mois et d'ici novembre, le bilan de ces recouvrements sera fait. Mais déjà, pour le premier de recouvrement, ce bilan est déjà positif. ■

Luc Ndongo, préfet de la Vina.
«Nous voulons plus de performances sur le plan de la création des richesses»



En dehors de quelques observations, je félicite le maire et le conseil municipal pour tout le volume d'activités enregistré. Le maire nous a annoncé qu'à compter de cette année, il n'y aura plus de salles de classe sekko (en paille) ; c'est une annonce très forte puisque nous sommes sou-

vent froissés devant les partenaires quand ils arrivent dans les villages et voient des enfants assis à même le sol ou sur des morceaux de bois de fortune, à la merci du vent et de la pluie. J'ai vu beaucoup de salles de classe construites avec des matériaux de fortune. Donc, si le maire nous annonce qu'il n'y aura plus ça dans notre commune, on ne peut que lui tirer le chapeau. Au plan social, nous avons noté que l'alimentaire seront déployée en faveur des nécessiteux ; elle est la bienvenue. C'est vrai que nous voulons la commune de Ngaoundéré 2e plus performante sur le plan de la création des richesses, au plan de la mise en place des microprojets et des projets générateurs de revenus. ■

DÉVELOPPEMENT.

La Sabc veut jouer les premiers rôles

Par Alkali

Le 26 mars dernier, le directeur général de la Société anonyme des Brasseries du Cameroun (Sabc) a réitéré l'engagement de son entreprise à contribuer au développement du Cameroun. Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire internationale des affaires et du commerce (FIAC) 2018 devant le Premier ministre, le ministre de l'Economie, les autorités administratives et traditionnelles entre autres, le Directeur général de la Sabc, Emmanuel de Tailly a renouvelé l'engagement de la structure dont il a la charge, pour le développement du Cameroun à Douala. Pour ce dernier, c'est l'un des moments privilégiés «où nous pouvons tous ensemble dialoguer sur l'avenir économique du Cameroun en touchant du doigt la

réalité de nos activités et en communiquant sur nos ambitions et sur la vision du développement économique et social du Cameroun». Dans le secteur de l'agro-alimentaire où évolue la Sabc, elle contribue au développement de la filière maïs et sucre, à travers un partenariat avec 6 000 paysans travaillant pour Maiscam et Sosucam et produisant localement 10 000 tonnes de maïs et 30 000 tonnes de sucre qu'elle utilise pour la fabrication des produits brassicoles. Par ailleurs, la Sabc a à son actif plus de 7000 emplois directs, 100.000 emplois indirects en amont et 3.000 sous-traitants au Cameroun.

Notons que cette cérémonie a également été l'occasion pour le DG de la Sabc de faire certaines réclamations au gouvernement camerounais, «Donnez-nous un cadre fiscal stable, favorable aux

investissements et au réinvestissement, qui tienne compte de l'utilisation des matières premières agricoles du Cameroun, donnez-nous un peu plus d'énergie le jour, imposez des contrôles rigoureux de qualité, rendez l'étiquetage obligatoire et je peux vous assurer qu'à chaque produit que nous vendrons, ce seront des routes, des ponts qui se rénovent, des hôpitaux et des écoles qui se construisent, des paysans qui cultivent, des filières qui se consolident et une industrie qui recrute, forme et réinvestit», a plaidé Emmanuel de Tailly,

Comme dans la majorité des pays qui présentent de bonne perspective de développement de nos jours, les grandes entreprises comme la Sabc sont unanimes face l'idée de «produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons». ■



Ce projet est financé par
l'Union européenne



SNV



Projet de renforcement de la résilience des populations des régions septentrionales du Cameroun (PRESEC)

Adresse : BP 96 Mora, Tél : 677 90 17 03/697 21 46 34 - E-mail : cadedpi06@yahoo.fr/cadepicm@cadepi.org - site web : www.cadepi.org

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°001/AMI/PRESEC-MORA/CADEPI

RELATIF A LA MISE A JOUR DU FICHIER FOURNISSEURS DE BIENS, PRESTATAIRES DE SERVICES ET CONSULTANTS POUR LA CADEPI.

1. OBJET :

CADEPI est une organisation Locale de développement à but non lucratif, qui s'est dotée pour mission de promouvoir le dialogue et la concertation entre les parties prenantes pour la gestion durable des Ressources Naturelles (RN) et l'amélioration des services sociaux de base (Eau, santé et éducation).

L'objectif de CADEPI est d'améliorer de façon durable et équitable l'accès des populations en particulier des groupes vulnérables, aux ressources naturelles et aux services sociaux de qualité dans le domaine de l'éducation, santé et eau potable.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités et du projet de renforcement de la Résilience des populations dans les Régions Septentrionales du Cameroun pour les trois (03) prochaines années, la direction de la CADEPI à MORA lance un avis d'appel à manifestation d'intérêt relatif à la mise à jour de son fichier fournisseurs de biens et prestataires de services ; cabinets/bureaux d'études ; consultants et des ONG.

2. PARTICIPATION :

Le présent avis à manifestation d'intérêt est ouvert à égalité de conditions à tous les fournisseurs de biens, prestataires de services, cabinets/bureaux d'études, consultants, GIC et ONG régulièrement installés au Cameroun, ayant les capacités juridiques, techniques et financières requises. Les soumissionnaires devront être en règle vis-à-vis de l'administration pendant toute la période de collaboration avec CADEPI.

3. DOMAINES :

Les biens et services sont divisibles et repartis par domaine ainsi qu'il suit :

Domaine 1 Travaux de maintenance : climatisation, électricité, plomberie, plaques, peinture, plaques, rideaux etc.

Domaine 2 Matériel de bureau : Equipements de bureaux, fournitures de bureau, papeterie, consommables informatiques, librairie etc.

Domaine 3 Nutrition, Hébergement & Transport: Agence de voyage, Location de véhicule (4*4), hébergement, location de salle de réunion, Pause-café, pause déjeuner, Cocktails, sandwich, eau minérale (format 0,5l ; 01 l & 1.5 l), boissons gazeuses, buffets etc.

Domaine 4 Communication : Edition, presse écrite, messagerie, régie publicitaire, imprimerie, sérigraphie, infographie, plaques d'identifications, badges, cartes de visite, reportages vidéos, documentaires, couverture médiatique, confections chasubles etc.

Domaine 5 Logistique : Secrétariat, photocopies, reprographie, reliure, impressions couleurs, location tentes, location chaises, pavage place de cérémonie, décoration, dédouanement, transitaire etc.

Domaine 6 Maintenance curative et préventive des équipements : entretien Groupe Electrogène, réparations/vidanges véhicules, Moto, Assurances (Motos, véhicules, bâtiments, santé) etc.

Domaine 7 Equipements divers : mobilier de bureau (table de bureau, fauteuil directeur, chaises visiteurs, table conférence, classeurs), matériel audio-visuel (appareils photos, camera vidéos), sonorisation (micro, dictaphone, casques, mégaphone, baffles, batterie de musique, lecteurs DVD, CD et DVD Vierges) ; matériel informatique et électronique (Ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, scanners,) ; climatiseurs etc.

Domaine 8 Prestations diverses : audit financier, contrôle, installation et paramétrage des logiciels comptables modération des séminaires /ateliers ; Planification stratégique, élaboration des projets, rédaction des cahiers de charges, des devis et contrôle des travaux, suivi et évaluation des projets, consultations, Formation du personnel dans divers domaines (Gestion financière, renforcement des capacités sur les questions de gouvernance, mobilisation sociale et plaidoyer, etc.)

Domaine 9 Santé : prise en charge des malnutris, structuration et formation des COSA et COGE

Domaine 10 Agriculture : Identification et structuration des organisations producteurs et des bassins de production, diagnostic des filières, encadrement technique des producteurs etc.

Domaine 11 WASH : contrôleur de travaux pour les forages, formation des artisans locaux réparateurs des points d'eau, structuration et formation des comités de gestion des points d'eau etc.

Domaine 12 Pisciculture : encadrement technique des pisciculteurs etc.

4. PIÈCES A FOURNIR :

Les soumissionnaires intéressés devront produire un dossier constitué des pièces suivantes :

- Une demande d'inscription sur le fichier fournisseur, précisant le domaine d'activité choisi ;
- Un dossier administratif comprenant :
 - Le Registre de commerce de l'entreprise;

- La carte de contribuable ;
- L'attestation de domiciliation bancaire ;
- L'attestation de non-redevance fiscale ;
- Le certificat d'imposition ;
- L'attestation de non exclusion des marchés publics, délivrée par l'agence de régulation des marchés publics(ARMP);
- La preuve justifiant l'expérience dans le domaine d'activité choisi
- Le plan de localisation visé par les services compétents (impôts) ;
- La patente ;
- Les réalisations faites au cours des trois (03) dernières années, notamment :
 - les procès-verbaux de réception,
 - les copies des bons de commande ou des contrats similaires.

POUR LES CABINETS/BUREAUX D'ETUDES, CONSULTANTS ET ONG, les pièces suivantes sont exigées :

- Une demande précisant le domaine d'activité choisi ;
- Un dossier administratif comprenant :
 - L'attestation de déclaration administrative (Cabinets/ONG) ;
 - La carte de contribuable ;
 - Les CV des principaux intervenants ;
 - L'attestation de domiciliation bancaire ;
 - L'attestation de non-redevance fiscale ;
 - Le certificat d'imposition ;
 - Le plan de localisation visé par les services compétents (impôts) ;
- Les réalisations faites au cours des cinq (05) dernières années, notamment :
 - Les procès-verbaux de réceptions,
 - les copies de contrats similaires.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises ci-haut devront impérativement être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les autorités compétentes datant de moins de trois (03) mois.

Le dossier devra :

- Etre adressé à l'attention du Président de CADEPI; à l'adresse ci-dessous :
Extrême Nord- MORA
Quartier Lycée
B.P 96 MORA
Tél : (237) 697 21 46 34/ 677 90 17 03
- Porter la mention « **AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AMI/PRESEC-MORA/CADEPI RELATIF A LA MISE A JOUR DU FICHIER FOURNISSEUR DE BIENS, PRESTATAIRES DE SERVICES ET CONSULTANTS** »
- Préciser le **DOMAINE** d'intervention de l'entreprise.

5. DATE LIMITE DE DEPOT


Les fournisseurs, prestataires, cabinets/bureaux d'études, consultants et ONG remplissant les conditions requises peuvent obtenir des informations complémentaires ou déposer leur dossier à Mora à la réception, de lundi à vendredi entre 8h – 16h.

- Les soumissionnaires devront se faire enregistrer lors du dépôt de l'offre auprès de la réception du site de dépôt ;
- Les manifestations d'intérêt doivent nous parvenir en trois exemplaires (un original et deux copies), au plus tard le **30 Avril 2018 à 16 heures précises.**

6. RESERVES :

- Seuls les dossiers complets respectant la forme et la composition ci-dessus seront reçus. Après examen, les offres jugées conformes seront retenues et agréées. Un numéro d'enregistrement leur sera attribué par domaine. Le fichier Fournisseurs, Prestataires de biens et services, consultants/bureaux d'Etudes et ONG constitué sera rendu public par voie d'affichage dans nos locaux au cours du mois de Mai 2018 ;
- Les marchés seront passés avec les fournisseurs, prestataires, cabinets/bureaux d'études, consultants, ONG retenus conformément aux procédures en vigueur à CADEPI ;
- Seuls les fournisseurs de cette liste seront sollicités pour les achats et les petites fournitures. Les consultants et ONG seront sollicités dans le cadre de recrutement de consultants individuels et / ou de cabinet de consultation ;
- En revanche, les demandes de cotations restent ouvertes. Les fournisseurs et prestataires du fichier ainsi constitué seront dispensés de la présentation d'un dossier administratif à l'occasion de ces consultations.

LE PRESIDENT DE CADEPI



BeA Cop
Bureau d'Etudes,
d'Audit & de Conseils
Pluridisciplinaires

**ETUDES - CONSEILS
AUDIT - FORMATION**

- Génie ferroviaire • Génie civil
- Génie rural • Ingénierie financière
- Ingénierie des process • Stratégie
- Management

Siège social : Douala Ndogbong (Derrière SOCAVER)
Contact : contact@beacop.cm www.beacop.cm
Tél : 00 (237) 243 237 374 – 694 270 815

Place à l'Expertise Panafricaine.



ADAMAOUA HÔTEL PLUS
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré
Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com

SÉNATORIALES 2018. C'est ce qui apparait de l'examen de la liste des parlementaires nommés hier par le chef de l'Etat.

Le deal Rdpc-Undp dans l'Adamaoua dévoilé

Par Raoul Guivanda

La nomination du « tiers présidentiel » au Sénat, le 12 avril 2018, a dévoilé ce que les observateurs de la scène politique soupçonnaient déjà : un deal au sommet entre le Rdpc et l'Undp autour de la liste du Rdpc aux élections sénatoriales du 25 mars 2018 dans l'Adamaoua. La formation politique de Bello Bouba, l'on s'en souvient, avait notamment retiré sa requête introduite auprès de la Cour constitutionnelle à l'effet d'obtenir la disqualification de la liste Rdpc dans cette région, des éléments concordants laissant supposer qu'elle pouvait obtenir l'annulation de la liste Rdpc. Pour justifier sa pirouette digne d'un acteur de cirque, des sources à l'intérieur de l'Undp avaient avancé un changement de stratégie, à savoir que le parti privilégiait le contentieux post-électoral...

La nomination par le chef de l'Etat de l'ex-député Undp Djafarou Mohamadou dans la région de l'Adamaoua explique finalement les attermoissements de l'Undp. « Le Rdpc a menacé l'Undp, de ce que si sa liste venait à être disqualifiée dans l'Adamaoua, il ferait voter la liste Sdf contre la sienne comme en 2013. Et il lui a proposé un accord que l'Undp n'a pas refusé. Cet accord s'est traduit par la nomination de Djafarou Mohamadou », explique une source introduite auprès du président Bello Bouba Maïgari. Sur



Les présidents nationaux de l'Undp et du Rdpc.

les trois sénateurs nommés dans cette région, l'Undp s'en tire donc avec un maroquin, le reste revenant au Rdpc. « C'est la politique, et il vaut mieux un mauvais accord que rien du tout. Nous avons un sénateur et le Rdpc en a 09 dans cette région », poursuit le proche de Bello Bouba Maïgari. Au total, avec Pierre Flambeau Ngayap reconduit parmi les trois sénateurs nommés dans la région du Littoral, l'Undp comptera dans la prochaine législature, 02 représentants. Ce chiffre, loin de traduire sa force politique réelle sur l'ensemble du territoire national, le situe néanmoins en troisième position dans l'hémicycle, derrière le Rdpc et le

SDF, mais d'une pointe de pied devant le Fnsnc, le MDR et l'Andp, trois partis politiques estampillés « nordistes » qui alignent chacun 01 sénateur. Tous d'ailleurs nommés par le Président.

Dakolé Daïssala, déjà présent dans la législature sortante, a été reconduit par le chef de l'Etat. Le leader du Mouvement démocratique pour la défense de la République (MDR) est récompensé de sa fidélité politique au Président qui, malgré quelques soubresauts et divergences passagères, n'a jamais frôlé quand il s'est agi de défendre les valeurs profondes de la République. L'Alliance nationale pour la

démocratie et le progrès (Andp) d'Hamadou Moustapha ne change non plus de représentant au Sénat, Mme Aboui Marlyse étant reconduite dans la région de l'Est. Loin de ses bases du Septentrion. Mais enfin...

Il faut se rendre au Front national pour le salut du Cameroun (Fnsnc) pour constater qu'un petit changement a été tout de même opéré chez les partis « amis » de Paul Biya dans le Grand-Nord. Si la formation du ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, compte toujours un sénateur nommé par le Président, c'est à un nouveau venu qu'il a toutefois accordé sa confiance : Boubakari Ousmanou. Celui-ci remplace le sortant, Alhadji Hamadou Abbo. « Alhadji Hamadou Abbo est en froid depuis plusieurs mois avec Issa Tchiroma qui le soupçonne d'être très proche du lamido de Rey-Bouba, première personnalité politique du Rdpc dans la région du Nord. Il a manœuvré pour le remplacer par un proche, originaire comme le sortant du département du Mayo-Louti dans la région du Nord », explique un responsable du Fnsnc.

RDPC

Côté parti au pouvoir, deux changements notables sont à noter dans les trois régions septentrionales. Le premier est la nomination de Ngabaya Tchef

Tchef à l'Extrême-Nord. Originaire du Mayo-Tsanaga, ce retraité qui a servi longtemps comme diplomate, notamment à la représentation du Cameroun au Brésil, est récompensé pour son militantisme ardent en faveur du parti présidentiel. Il remplace Jean-Baptiste Baskouda, originaire lui du Mayo-Sava et récemment nommé à la Cour constitutionnelle.

Le coup de tonnerre des nominations présidentielles est assurément l'éjection de l'ex-ministre Baba Hamadou des sénateurs de l'Adamaoua. Il fait, comme nous l'avons indiqué plus haut, les frais des tractations entre l'Undp et le Rdpc dans l'Adamaoua. Ironie de l'histoire, c'est l'Undp qui est à l'origine de son éjection, quand lui, en 2013, selon des sources concordantes, avait appelé les conseillers municipaux Rdpc de l'Adamaoua à voter pour la liste SDF au détriment de celle de l'Undp. « En 2013, après la disqualification de la liste Rdpc par la Cour suprême, il avait demandé qu'on vote le SDF pour ne pas donner un avantage significatif sur le terrain à l'Undp, principal adversaire du Rdpc dans l'Adamaoua. Il s'était opposé sur ce plan à Adjoudi, qui militait pour un vote à bulletin blanc qui aurait aidé subtilement l'Undp. Grâce à Paul Biya, nous avons aujourd'hui notre revanche », se réjouit Moussa, militant Undp de la Vina. Du moins pour le moment. D'ici à ce que l'ex-ministre rebondisse... ■

EXTRÊME-NORD. Plusieurs ténors du parti dans la région ne participeront pas à la convention.

Malaise dans les rangs du MRC

Par David Wenäi et Vladimir Martin

Les militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) de la région de l'Extrême sont fortement divisés autour de leur participation à la convention nationale de leur parti qui doit se tenir à Yaoundé du 13 au 15 avril 2018. Ce, à cause d'une crise qui divise les principaux délégués de l'Extrême Nord au sujet des frais de transport qui n'auraient pas été mis à disposition par le directoire du parti de Maurice Kamto. David Ware, responsable départemental du parti dans le Mayo- Danay, n'y va pas par quatre chemins pour expliquer l'absence des délégués de l'Extrême Nord à la convention. « Des aventuriers de l'Extrême-Nord sont allés vendre des illusions à Maurice Kamto. L'Extrême Nord n'a pas pris part à la convention pour la raison que le directoire national n'a pas mis à disposition le minimum. Le régional a soudoyé

des individus pour participer à la convention à la place des vrais militants qui ont voulu défendre les intérêts de l'Extrême-Nord. Comment comprendre qu'aucun des six départements de la région ne soient partis à la convention ? Non nous ne sommes pas entrés pour nous rabaisser à ce niveau. Il nous faut du respect pour avoir tout donné au MRC », explique-t-il.

Joint au téléphone, le coordonnateur régional du MRC, Mamadou crie à la manipulation. « Le parti n'est pas là pour engraisser les gens. En ce qui concerne la participation à la convention du 13 au 15 avril 2018, il avait été décidé que les délégués qui devaient participer à cette convention prendraient en charge leur transport aller. Le parti devant s'occuper du transport retour, de l'hébergement et de la restauration des 360 délégués qui sont attendus à Yaoundé. Certains militants sérieux sont partis depuis lundi 11 avril, ceux de Koza et de

Moskota, du Diamaré et du Mayo Danay ont pris la route ce matin ».

Des explications qui ne rassurent pas Ferdinand Tsayan Kaba, délégué communal du MRC de Tokombéré. « Je ne serai pas présent à la convention parce que le directoire national du parti n'a pas répondu à nos exigences. Nous n'irons pas à la convention à pied, le parti n'a pas mis à disposition le transport des délégués. Kamto avait promis d'envoyer des bus pour nous mais il n'en est rien jusqu'ici. Vous voyez que je suis à Maroua. J'ai déjà enterré des millions dans le MRC et je ne vois toujours rien. Donc le président doit prendre en main ses responsabilités pour nous permettre de rattraper la convention ».

Une convention cruciale pour Maurice Kamto. En effet, c'est au cours de cette convention qu'il sera probablement désigné comme candidat du parti pour la présidentielle d'octobre 2018. Ce d'autant que le



Maurice Kamto. Président du MRC.

régional du MRC de l'Extrême Nord, Mamadou entend se positionner comme 1er vice-président du parti. « Je suis candidat au poste de 1er vice-président » nous a-t-il indiqué par téléphone. Une ambition que certains délégués de l'Extrême-Nord entendent contrecarrer. Pour l'heure, des délégués de circonstance de l'extrême nord sont massivement recrutés dans

la capitale pour faire belle figure lors de la convention. « Nous avons appris de source certaine que des individus sont recrutés à Yaoundé pour nous représenter. Si c'est réellement le cas, nous allons quitter le parti en bloc. Nous n'acceptons pas une telle imposture et une mascarade pareille », fulmine Ferdinand Tsayan Kaba. Affaire à suivre. ■

LISTE DES SÉNATEURS TITULAIRES ET SUPPLÉANTS NOMMÉS

ADAMAOUA

Titulaires :

- 1-Mohaman Gabdo Yahya
- 2-Moussa Sambo
- 3-Djaratou Mohamadou

Suppléants :

- 1- Alirou Mamadou
- 2-Daouda Oumarou
- 3-Mme Hadjidjatou

- 2-Fon Chafa Issac
- 3-Mme Regina Mundi Elisabeth

Suppléants :

- 1-Djadje Manu Guy Dado
- 2-Atanga Charles
- 3-Aga Martin Kum

Suppléants :

- 1-Mambe Aniece
- 2-Monono Humphrey Ekema
- 3-Mbou Lucie

EST

Titulaires :

- 1-Ze Nguelé René
- 2-Diwala Moni Hilarion
- 3-Aboui Marlyse

Suppléants :

- 1-Aleokol Jean Marie
- 2-Voumia Rigobert
- 3-Gbwa Zacharie

NORD

Titulaires :

- 1-Aboubakari Abdoulaye
- 2-Hayatou Aïcha Pierette
- 3-Boubakari Ousmanou

Suppléants :

- 1-Bouba Samari Bernard
- 2-Mohamadou Bayero Fadil
- 3-Nihi Dawaye

OUEST

Titulaires :

- 1-Mbombo Njoya Ibrahim
- 2-Ndjomo Kanga Honorée
- 3-Niat Njifenni Marcel

Suppléants :

- 1-Paboutam Mariatou epse Montapon
- 2-Kamdem Didier
- 3-Wembe Samuel

LITTORAL

Titulaires :

- 1-Madiba Songue
- 2-Etame Massoma David Siegfried
- 3-Ngayap Pierre Flambeau

Suppléants :

- 1-Essombadje Patrice
- 2-Celestin Ketchanga
- 3-Mme Ngossing epse Dikobo

EXTRÊME-NORD

Titulaires :

- 1-Mahamat Bahar Manouf
- 2-Dakollé Daïssalla
- 3-Babaya Che

Suppléants :

- 1-Essena Mahamat
- 2-Daroue Jean Claude
- 3-Moustapha Halilou

SUD

Titulaires :

- 1-Ngally Ngoua Pierre Henri
- 2-Menye Ondo François Xavier
- 3-Bisseck Paulette

Suppléants :

- 1-Mme Ndo Angeline
- 2-Edou Emmanuel
- 3-Oyono Robert

CENTRE

Titulaires :

- 1-Nkodo Laurent
- 2-Mpongmoni Jean Marie
- 3-Mbida Mvondo Albert

Suppléants :

- 1- Bihina Eloundou Floribert
- 2-Abanda Metogo Valère
- 3-Abessolo Nomo Thierry Martial

NORD-OUEST

Titulaires :

- 1-Fon Doh Ganyonga III

SUD-OUEST

Titulaires :

- 1-Fon Mukete Essimi Ngo Victor
- 2-Chief Anja Simon Onjwo
- 3-Leke Bessongo Akemfor



« Internet Méga rapide par satellite
à partir de 24.900 FCFA/mois,
partout au Cameroun,
partout où vous voyez le ciel... »



République du Cameroun
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIVISION DES FINANCES PUBLIQUES



Republic of Cameroon
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF ECONOMIC AFFAIRS

PUBLIC FINANCE DIVISION

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN DECEMBRE 2017

Au cours de l'exercice 2017, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) une économie mondiale qui s'est raffermie tout au long de l'année, avec un taux de croissance estimé à 3,7% contre 3,2% en 2016, notamment grâce à la bonne tenue de la production industrielle mondiale et au redressement du commerce international. Selon le FMI, cette dynamique devrait se poursuivre en 2018, au regard des premiers indices de l'année, avec une croissance qui devrait être supérieure à celle de 2017, entre 3,8% et 3,9%, sous l'impulsion des Etats-Unis et des pays émergents. (ii) Le faible niveau des cours mondiaux du pétrole, malgré une hausse de plus de 20% en 2017 par rapport à 2016. Le prix du pétrole se situe en moyenne à 60 dollars le baril.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget a été marqué par : (i) un ralentissement de l'activité économique, dont le taux de croissance devrait se situer autour de 3,7% en 2017 contre 4,5% en 2016. L'activité économique devrait être redynamisée en 2018, avec un taux de croissance qui est projeté à 4,2%, sous l'impulsion du secteur tertiaire et de l'accroissement de l'offre d'énergie pour les entreprises du secteur secondaire ; (ii) la poursuite du fléchissement de l'inflation, dont le taux est estimé, selon l'INS, à 0,6% en 2017 contre 0,9% en 2016 et 2,7% en 2015 ; (iv) les appuis budgétaires obtenus des partenaires au développement, suite à l'exécution satisfaisante du programme économique et financier au terme du premier semestre 2017 ; (v) la deuxième année de mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE), avec l'entrée en lice des marchandises dites du deuxième groupe et le doublement du taux de réduction des droits de douane pour les marchandises du premier groupe ; et (vi) la lutte contre l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

Globalement, l'exécution du budget de l'Etat au cours de l'exercice 2017 s'est caractérisée notamment par une bonne tenue des recettes fiscales et des sous-réalisations tant en recettes pétrolières qu'en recettes non fiscales, ainsi qu'une maîtrise des dépenses budgétaires. Les évolutions en recettes et dépenses sont les suivantes :

I- LES RECETTES BUDGETAIRES

Au cours de l'exercice 2017, les recettes budgétaires totales s'élèvent à 4 451,9 milliards. Elles sont en hausse de 822,4 milliards (+22,7%) par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'observe tant au niveau des recettes internes qu'à celui des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées s'établissent à 3 057,1 milliards, augmentant ainsi de 218,8 milliards (+7,7%) par rapport à 2016 où elles étaient de 2 838,3 milliards. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux recettes non pétrolières.

Les emprunts et dons s'élèvent à 1 394,8 milliards à fin décembre 2017 contre 791,2 milliards à fin décembre 2016, soit un accroissement de 603,6 milliards (+76,3%). Cet accroissement est principalement le fait d'une part, des ressources exceptionnelles au titre des appuis budgétaires obtenus des partenaires au développement, dans le cadre de la mise en œuvre du programme économique et financier conclu avec le FMI, et, d'autre part, de l'amélioration des décaissements au titre des prêts projets.

S'agissant des prévisions, l'objectif des recettes budgétaires totales pour l'exercice 2017 fixé à 4 373,8 milliards a été dépassé. Les réalisations se situent à 4 451,9 milliards, soit un taux de réalisation de 100,8%. Ce dépassement est imputable aux emprunts et dons. En effet, les recettes budgétaires internes affichent un taux de réalisation de 97,3% par rapport aux 3 143,3 milliards de prévision annuelle, tandis que les emprunts et dons présentent un taux de réalisation de 113,4% par rapport aux 1 230,5 milliards prévus.

Par rubriques de recettes, les évolutions se présentent ainsi qu'il suit :

1- Les recettes pétrolières se chiffrent à 385,9 milliards à fin décembre 2017, en baisse de 39,1 milliards (-9,2%) par rapport à fin décembre 2016, du fait des effets du faible niveau des cours mondiaux du pétrole sur l'activité du secteur pétrolier. Elles sont constituées de 319,4 milliards de redevance pétrolière SNH et 66,5 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. Par rapport aux 455,1 milliards de prévision annuelle, leur taux de réalisation est de 84,8%. La sous-réalisation est imputable à l'impôt sur les sociétés pétrolières qui est affecté par le faible niveau des cours du pétrole.

2- Les recettes non pétrolières sont de 2 671,2 milliards à fin décembre 2017 contre 2 413,3 milliards à fin décembre 2016, soit une augmentation de 257,9 milliards (+10,7%). Par rapport aux 2 688,2 milliards d'objectif annuel, elles sont en retrait de 17 milliards, soit un taux de réalisation de 99,4%. La sous performance s'observe au niveau des recettes douanières et des recettes non fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

a)- Les recettes des impôts et taxes recouvrées au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 790,4 milliards contre 1 585,6 milliards en 2016, soit une hausse de 204,8 milliards (+12,9%). Cette hausse résulte principalement de l'augmentation de 195,4 milliards (+36,4%) de la TVA, de 16,5 milliards (+15,6%) de la TSPP, et de 9,9 milliards (+10,5%) des droits d'enregistrement et du timbre. Par contre, l'impôt sur les sociétés non pétrolières, et les droits d'accises enregistrent des baisses respectives

de 32 milliards (-9,1%) et 11,7 milliards (-5,9%). Par rapport aux 1 719 milliards de prévision pour l'exercice 2017, les recettes d'impôts et taxes sont en dépassement de 71,4 milliards, soit un taux de réalisation de 104,2%. Ce dépassement s'observe au niveau de la TVA (119,3%) et des droits d'enregistrement et du timbre (109,9%). Par contre, l'IRPP, l'impôt sur les sociétés non pétrolières, les droits d'accises et la TSPP sont en sous réalisation.

b)- Les recettes douanières s'établissent à 732,7 milliards pour l'année 2017 contre 683,7 milliards en 2016, soit une hausse de 49 milliards (+7,2%). Par rapport aux 800 milliards prévus pour l'exercice, les recettes douanières sont en retrait de 67,4 milliards, soit un taux de réalisation de 91,6%. Cette sous-performance s'explique notamment par la baisse des importations et, dans une moindre mesure, par les effets induits de l'Accord de Partenariat Economique (APE).

c)- Les recettes non fiscales augmentent de 4,1 milliards (+2,8%) et se situent à 148,1 milliards à fin décembre 2017. Par rapport aux 169,1 milliards de prévision annuelle, elles sont en retrait de 21 milliards, soit un taux de réalisation de 87,6%. Cette sous réalisation est notamment imputable au droit de transit pétrolier et aux recettes des services.

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires totales s'élèvent à 4 363,8 milliards à fin décembre 2017 contre 4 451,5 milliards à fin décembre 2016, soit une baisse de 87,7 milliards (-2%), imputable à aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement. Par rapport aux 4 373,8 milliards prévus pour l'exercice 2017, leur taux d'exécution est de 99,8%. Le taux d'exécution des dépenses courantes est de 104,5%, celui des dépenses d'investissement se situe à 93,6%, tandis que le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 99,8%. Par nature de dépenses, les évolutions sont les suivantes :

1- Les dépenses courantes reculent de 188,6 milliards (-8,1%) et se situent à 2 152,7 milliards à fin décembre 2017. Par rapport aux 2 059,3 milliards prévus, elles sont en dépassement de 93,4 milliards, soit un taux d'exécution de 104,5%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont données ci-dessous.

a)- Les dépenses de personnel augmentent de 37,3 milliards (+4%) par rapport à l'exercice 2016 et s'établissent à 974,6 milliards à fin décembre 2017. Elles sont en retrait de 23,9 milliards par rapport aux 998,5 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 97,6%.

b)- Les dépenses de biens et services baissent de 232,8 milliards (-24,3%) par rapport à 2016 et se chiffrent à 725,5 milliards à fin décembre 2017. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 104,6% par rapport aux 693,6 milliards prévus.

c)- Les dépenses de transferts et pensions sont de 452,6 milliards à fin décembre 2017, en hausse de 6,9 milliards (+1,5%) par rapport à l'exercice précédent. Elles présentent un dépassement de 85,4 milliards et un taux d'exécution de 123,3%.

2- Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 485 milliards au terme de l'année 2017 contre 1 514,6 milliards en 2016, soit une baisse de 29,6 milliards (-2%). Par rapport à l'objectif annuel de 1 587 milliards, ces dépenses sont en retrait de 102 milliards, soit un taux d'exécution de 93,6%. L'évolution et les réalisations des différentes rubriques des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

a)- Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'établissent à 691,1 milliards à fin décembre 2017, diminuant de 301,5 milliards (-30,4%) par rapport à fin décembre 2016. Elles sont en retrait de 235,9 milliards, soit un taux d'exécution de 74,6%, par rapport aux 927 milliards prévus pour l'exercice.

b)- Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs se situent à 773,5 milliards à fin décembre 2017 et augmentent de 284,2 milliards (+58,1%). Par rapport à l'objectif annuel de 625 milliards, leur taux d'exécution est de 123,8%, en raison notamment de l'amélioration de la capacité d'absorption des ressources extérieures destinées aux projets à financement conjoint.

c)- Les dépenses de restructuration se chiffrent à 20,4 milliards à fin décembre 2017 contre 32,7 milliards en 2016, soit une baisse de 12,3 milliards (-37,6%). Leur taux d'exécution est de 58,3%.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique pour l'année 2017 s'établit à 726,1 milliards contre 595,6 milliards en 2016, soit une hausse de 130,5 milliards (+21,9%). Par rapport aux 727,5 milliards prévus, le service de la dette publique est en retrait de 1,4 milliard, soit un taux d'exécution de 99,8%.

a)- Le service effectif de la dette extérieure est de 270,5 milliards à fin décembre 2017 contre 243,7 milliards à fin décembre 2016, soit une hausse de 26,8 milliards (+11%). Son taux d'exécution est de 83,3%. Il convient de relever qu'il n'y a pas d'accumulation d'arriérés sur cette dette.

b)- Les paiements au titre de la dette intérieure augmentent de 103,7 milliards (+29,5%), passant de 351,9 milliards en 2016 à 455,6 milliards en 2017. Par rapport aux 402,9 milliards prévus pour l'exercice, le taux d'exécution de ces paiements est de 113,1%./-

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2017

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F. 2017 (a)	janv-déc 17 Réalizations (c)	janv-déc 16 Réalizations (d)	Ecart (e)=(c-b)	Taux de Réalisation (c/b) (%)	Variation	
						(c/d) (abs)	(c/d) (%)
A- RECETTES INTERNES	3143,3	3057,1	2838,3	-86,2	97,3	218,8	7,7
I-Recettes pétrolières	455,1	385,9	425,0	-69,2	84,8	-39,1	-9,2
1-Redevance SNH	331,1	319,4	316,0	-11,7	96,5	3,4	1,1
2- IS pétrole	124,0	66,5	109,0	-57,5	53,6	-42,5	-39,0
II- Recettes non pétrolières	2688,2	2671,2	2413,3	-17,0	99,4	257,9	10,7
1- Recettes Fiscales	2519,1	2523,1	2269,3	4,0	100,2	253,8	11,2
a- Recettes des impôts et taxes	1719,0	1790,4	1585,6	71,4	104,2	204,8	12,9
dont - IRPP	275,8	255,1	250,8	-20,7	92,5	4,3	1,7
- TVA	613,0	731,5	536,1	118,5	119,3	195,4	36,4
- IS non pétrole	355,0	319,5	351,5	-35,5	90,0	-32,0	-9,1
- Droits d'accises	195,0	186,6	198,3	-8,4	95,7	-11,7	-5,9
- Droits d'enreg.et timbre	94,9	104,3	94,4	9,4	109,9	9,9	10,5
- TSPP	128,0	122,1	105,6	-5,9	95,4	16,5	15,6
b- Recettes douanières	800,1	732,7	683,7	-67,4	91,6	49,0	7,2
dont - Droit de douane import.	373,1	361,2	322,7	-11,9	96,8	38,5	11,9
- TVA import.	388,5	316,0	322,4	-72,5	81,3	-6,4	-2,0
- Droits d'accises import.	12,8	17,8	12,7	5,0	139,1	5,1	40,2
- Droits de sortie	16,4	22,6	16,3	6,2	137,8	6,3	38,7
2- Recettes non fiscales	169,1	148,1	144,0	-21,0	87,6	4,1	2,8
B- EMPRUNTS ET DONS	1230,5	1394,8	791,2	164,3	113,4	603,6	76,3
- Prêts projets	585,0	741,5	453,0	156,5	126,8	288,5	63,7
- Prêts programmes	0,0	342,1	0,0	342,1	-	342,1	-
- Dons	85,5	64,8	54,1	-20,7	75,8	10,7	19,8
- Emission des titres publics	300,0	173,4	264,1	-126,6	57,8	-90,7	-34,3
- Emprunts bancaires	260,0	73,0	20,0	-187,0	28,1	53,0	265,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	4 373,8	4451,9	3629,5	78,1	101,8	822,4	22,7
DEPENSES							
I-Dépenses courantes	2 059,3	2 152,7	2 341,3	93,4	104,5	-188,6	-8,1
Dépenses de personnel	998,5	974,6	937,3	-23,9	97,6	37,3	4,0
Dépenses de Biens & Services	693,6	725,5	958,3	31,9	104,6	-232,8	-24,3
Transferts et pensions	367,2	452,6	445,7	85,4	123,3	6,9	1,5
II- Dépenses d'investissement	1 587,0	1485,0	1514,6	-102,0	93,6	-29,6	-2,0
Sur financements extérieurs	625,0	773,5	489,3	148,5	123,8	284,2	58,1
Sur ressources propres.	927,0	691,1	992,6	-235,9	74,6	-301,5	-30,4
Dépenses de restructurations	35,0	20,4	32,7	-14,6	58,3	-12,3	-37,6
IV- Service de la dette publique	727,5	726,1	595,6	-1,4	99,8	130,5	21,9
Dette extérieure	324,6	270,5	243,7	-54,1	83,3	26,8	11,0
Dette intérieure	402,9	455,6	351,9	52,7	113,1	103,7	29,5
dont - Amortissement du principal	189,9	299,2	112,9	109,3	157,6	186,3	165,0
- Remboursement crédits de TVA	110,0	82,0	54,0	-28,0	74,5	28,0	51,9
- Arriérés intérieurs	10,0	36,3	23,1	26,3	363,0	13,2	57,1
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	4373,8	4363,8	4451,5	-10,0	99,8	-87,7	-2,0

Source: MINFI.

**SOUS LE TRÈS HAUT PARRAINAGE DE
S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
LE MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT**

ORGANISE LA 6^e ÉDITION DU



SALON

**INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT
DU CAMEROUN**

**DU 26 AVRIL AU 05 MAI 2018
AU PALAIS DES CONGRES - YAOUNDE**

THÈME

**L'ARTISANAT AFRICAIN
ET LE COMMERCE ÉQUITABLE :
"ENJEUX ET PERSPECTIVES"**



Afrique Pluriel Communication

YAOUNDÉ. 10000 participants sont attendus du 26 avril au 05 mai prochain à l'esplanade du Palais des congrès de Yaoundé.

Le Siarc 2018 plante son décor

Par Nadège Bimogo

En prélude à la 6e édition du Salon international de l'artisanat du Cameroun (Siarc), une conférence de presse a été donnée le 14 Avril dernier, à la salle des réunions du centre international de l'artisanat de Yaoundé. Sous le thème «artisanat africain et commerce équitable : enjeux et perspectives», l'édition 2018 du siarc, «veut promouvoir dans l'équité les transactions, les partenariats commerciaux entre les artisans Camerounais et africains d'une part et d'autre part les firmes commerciales», a confié Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa).

A travers dix jours de festivités et de réflexions sur les questions du développement du secteur de l'Artisanat, le Minpmeesa, organisateur de cet évènement artistique et multiculturel veut offrir une visibilité aux acteurs du monde de l'Artisanat. Par la même occasion, encourage et promeut cette activité qui, finalement définit le paysage culturel camerounais, tout en dévoilant



La conférence de presse du MINPMEESA.

lant au monde sa personnalité, par une richesse artistique incomparable dont on découvre à chaque édition de nouvelles et surprenantes facettes. Cette 6e édition du Siarc repose sur une triple dimension, notamment commerciale basée sur l'exhibition des meil-

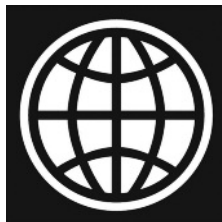
leures productions artisanales nationales et internationales visant la négociation des contrats d'affaires. Le Salon international de l'Artisanat 2018, va également permettre d'aborder des problématiques actuelles grâce aux ateliers de réflexion et d'échanges d'expé-

riences qui seront organisés. A cet effet, un programme d'animation axé sur divers types de manifestations, notamment de la musique traditionnelle, moderne, suivi d'un défilé de mode et de dégustation culinaire.

«Jadis, laissé pour compte,

l'artisanat fait aujourd'hui partie de notre essence culturelle. Les éditions précédentes du Siarc ont valu au Cameroun une grande visibilité à travers le monde. Bien que ne soit pas encore inscrit dans le chiffrage statistique du Cameroun, l'Artisanat depuis sa création a fait une recette de 600 millions», a encore souligné le ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat. Grâce au dernier septennat du renouveau axé sur l'aspect de l'Artisanat, qui part du néant, le Cameroun compte huit villages artisanaux fonctionnels. Deux villages spéciaux seront inaugurés cette année, dans la région de l'ouest, en vue de promouvoir la culture Bamoun, sur le plan infrastructurel. A cet effet, des salons départementaux ont été créés dans tous les chefs-lieux de département, pour permettre aux talents cachés de se dévoiler.

«Les salons se sont toujours bien passés. Nous ne pensons pas que cette édition va déroger à la règle». Le Minpmeesa s'y attèle», a conclu Laurent Serge Etoundi Ngoa. ■



IT SUPPORT ASSISTANT WORLD BANK YAOUNDE, CAMEROON COUNTRY OFFICE

General Description:

The main duties of this role are defined around first level IT client service within the country office and follow task norms associated with ITIL standards for helpdesk service. Additional tasks include IT training for clients, asset management, and hardware repairs. This role requires frequent interaction with clients, desk-side IT coaching, and has a limited network administrator role. This is an entry level, IT support role where candidates are expected to have a minimum of 1-3 years of experience. Recent university graduates who have attained a bachelor's degree in areas of IT or related disciplines, are encouraged to submit CVs for consideration.

Duties and Accountabilities:

- Provides standard support for mobile devices including smart phones, tablets and laptops computers.
- Provides office level network administration, including routine troubleshooting, maintenance and hardware/software upgrades.
- Installs, configures, and supports Bank-standard hardware and software.
- Provides technical support to office staff and visiting missions.
- Ensures that World Bank information and IT systems are protected in a manner consistent with information security policy, procedures and standards.
- Provides direction, support and training to clients. Helps clients solve IT problems.
- Facilitates preparation for videoconferences and other collaborative activities, such as Webex sessions.
- Manages all local IT assets and assists clients to manage data.

Essential Competencies:

- Information Technology diploma or university degree, preferably in Computer Science or related area, plus a minimum of 1-3 experience providing IT support or facilitating IT training in an end-user environment.
- Expresses thoughts and ideas effectively in oral and written communications in English.
- Works with technical material and translates material into layperson's terms.
- Ability to analyze information and draw accurate conclusions.
- Ability to apply problem solving strategies to evaluate and solve problems effectively.
- Copes effectively and is productive under work stress.
- Shows an understanding of other people's concerns, motives, feelings, strengths, and limitations.
- Ability to work cooperatively and collaboratively in a virtual team environment.
- Proficient knowledge and understanding of effective practices for dealing with clients in a variety of situations.
- Ability to provide basic assistance and training to other staff members.
- Basic ability to ensure the efficient operation of network components.

To apply, qualified candidates are requested to send their CV and letter of interest to recruitafit@worldbank.org. CVs and letters should be submitted in English. In the subject line please indicate Cameroon position. The deadline for applications is approximately 01 May 2018. Applicants should include their primary email address, mobile phone number, and an explanation of how their university studies and previous work experience has prepared them for this position. Only selected candidates will be contacted.



Célébration de 70 ans de performance et d'Excellence des Brasseries du Cameroun au Yaoundé Hilton Hôtel



Mot de bienvenue de M. Emmanuel DE TAILLY



Coupage du gâteau par le client MONKAM Pascal



Discours de M. Michel PALU, PCA de SABC



Gâteau d'anniversaire des 70 ans



M. André SIAKA, Administrateur SABC lors de son allocution



Des hôtesse d'accueil "class"

Le Groupe SABC qui est la conjugaison de 03 entités chacune experte dans leur domaine à savoir :

- **SOCAVER (Société Camerounaise de Verrerie) : Expert en Emballages**
- **SEMC (société des Eaux Minérales du Cameroun) : Expert en Eaux Minérales**
- **SABC (Société anonyme des Brasseries du Cameroun) : Leader agro-industriel**

A célébré lors d'un Cocktail organisé au Yaoundé Hilton le jeudi 05 Avril 2018, les 70 ans de Performance et d'excellence de la plus importante filiale de sa maison mère à savoir, Les Brasseries du Cameroun, créée le 03 Février 1948. Cette cérémonie était Présidée par le Président du Conseil d'Administration des Brasseries du Cameroun, Michel PALU, entouré pour la circonstance de Messieurs André SIAKA, Administrateur de SABC, Emmanuel DE TAILLY, Directeur Général du Groupe SABC, du Comité de

direction du Groupe SABC, des Administrateurs, Mme Yaou Aissatou, Directeur Général de la SNI et de Moïse Mouiche .

Cet évènement fort couru a connu la présence de plusieurs membres du Gouvernement et de l'Eco système politique, économique, diplomatique, de la société civile, des clients, des leaders d'opinion, des fonctionnaires, des actionnaires de la ville de Yaoundé.

L'objectif était de remercier l'ensemble des acteurs qui ont contribué à ce que le Groupe SABC devienne Un Groupe Agro-industriel, performant, rentable, moderne et citoyen au service du développement du Cameroun. La même célébration aura lieu à Douala avec l'Eco système du monde des affaires le jeudi 13 septembre 2018.

Depuis 70 ans, Chaque Produit du Groupe SABC est un engagement au Développement du Cameroun.